

AÏN-TÉMOUCHENT

Les élèves du lycée Bachir-Ibrahimi veulent la restitution de leurs infrastructures sportives

Les élèves et les professeurs du plus ancien lycée de l'Oranie, à savoir le lycée Bachir-Ibrahimi ont présenté à la première responsable du secteur de l'éducation leurs préoccupations concernant le volet pédagogique en insistant sur la restitution des infrastructures de cet établissement scolaire, en commençant par la salle de gymnastique qui est utilisée pour le stockage du matériel pédagogique pour le secteur de l'éducation.

Cette salle omnisports, fermée aux élèves depuis quatre années, influe sur la pratique sportive des élèves, notamment, lors des journées pluvieuses, les professeurs disent que cette salle renferme un tapis haut de gamme dont il n'existe que deux sur le territoire national, l'un à Témouchent et l'autre à Ben Aknoun, cependant les lycéens n'en profitent pas.

L'autre problème concerne le stade de football qui servait dans le passé aux épreuves de l'examen du bac et BEM, il a été pris par l'institut spécialisé de la formation des cadres alors qu'il

dépend du lycée Bachir-Ibrahimi.

Autre problème soulevé par les concernés, la surcharge des classes du fait que cet établissement contient plus de 1 400 lycéens, ces derniers souhaitent que les responsables prennent en considération ce paramètre.

La première responsable du secteur, Hirèche Hidayet, en réponse aux préoccupations des professeurs et lycéens dudit établissement, dira que le problème de la salle sera résolu avant la fin de ce mois de septembre, elle ajoutera qu'elle a hérité de cette situation tout



Photo : DR

comme le lycée de Sidi Ben-Adda qui a été utilisé comme lieu de stockage pour le matériel pédagogique des autres établis-

sements qui étaient en voie d'achèvement, mais tous ces problèmes seront résolus dans les jours à venir, a promis la pre-

mière responsable du secteur de l'éducation aux lycéens et à leurs professeurs.

S. B.

RELIZANE

Le manque de commodités dans de la cité 100 logements de Bendaoued

Un groupe de citoyens habitant la cité RHP à Bendaoued s'est rapproché de nous pour donner l'alerte et attirer l'attention des responsables sur une situation qui, apparemment, nécessite une intervention urgente avant qu'il ne soit trop tard.

Ces citoyens affirment que depuis la distribution de ces logements entrant dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire RHP sur le territoire de la commune de Bendaoued, aucune autre opération garantissant l'amélioration de leur cadre de vie n'a eu lieu. Ces bénéficiaires de la cité des logements RHP démontrent d'abord la précipita-

tion et l'improvisation qui ont caractérisé les méthodes de travail de certains responsables de l'époque et, ensuite, le peu d'intérêt que réservent les responsables à leurs concitoyens, relégués au rang de citoyens de seconde classe, quant aux traitements de leurs doléances et la prise en charge de leurs problèmes.

Les travaux de renouvellement du réseau d'assainissement au niveau de leur quartier enregistrent un grand retard dans l'exécution, causant des désagréments au quotidien par le fait de l'entassement des tonnes de sable, l'amoncellement des ordures et l'imp praticabilité des routes et autres venelles qui sont leur lot quotidien. Ils affirment que de

nos jours, on assiste à tout un quartier qui subit les séquelles d'une mauvaise décision pour le choix du terrain des logements RHP route de Sid-El-Hadj, l'installation du réseau de l'AEP a toujours été un très grand problème. Pratiquement ce quartier est au-dessous du niveau de la ville, ses habitations ne sont plus branchées au réseau d'assainissement, il se trouve qu'en habitant ce quartier, on ne peut déverser ses déchets vu qu'il n'y a pas d'assainissement et que là où la conduite est installée, c'est-à-dire au-dessus du niveau des habitations, le recours est inévitable aux fosses septiques. C'est un grand problème de santé publique.

A. Rahmane

MOSTAGANEM

Une caravane de sensibilisation autour de la formation

L'objectif est de répondre aux interrogations des jeunes ou de leurs parents et de lever les ambiguïtés sur l'insertion professionnelle qui ne peut se faire que grâce à un diplôme obtenu auprès de centres et instituts de formation professionnelle.

Une caravane ayant pour mission l'incitation des jeunes à s'orienter vers la formation professionnelle sillonnera les dix daïras de la wilaya pour cibler le maximum des jeunes intéressés par ce créneau.

Cette action a été entamée, hier mardi, sur l'esplanade de la mairie de la ville de Mostaganem et s'étalera jusqu'au 17 du mois en cours. Dans cette optique, les cadres de l'administration et le corps enseignant informent les jeunes

sur les différents métiers qui s'offrent à eux.

«Cette opération, dira la directrice de la formation professionnelle de wilaya M^{me} Zeddour Hafida, touchera de plus près les jeunes citoyens dans les places publiques pour parler d'un certain nombre de points

importants dont les nouvelles spécialités». Cette année, hormis les écoles privées qui sont les partenaires classiques dans ce genre d'évènement, il y a aussi la participation des dispositifs à l'insertion professionnelle Ansej-Angem et Cnac et des banques BNA et BDL. A cet

effet, la Direction de la formation professionnelle a promis d'aider l'Ansej cette année pour recruter 200 jeunes qui se verront octroyer des autorisations de financement pour peu qu'ils présentent un diplôme des CFPA ou INSFP.

A. B.

CHERCHELL

Usurpation d'identité et fausse déclaration

La cellule de communication de la police de la wilaya de Tipasa a rendu public, récemment, un communiqué de presse faisant état de l'arrestation d'un délinquant faisant l'objet de plusieurs mandats d'arrêt.

Ce communiqué précise qu'en date du 29 août 2015 et sur réquisition du procureur près le tribunal de Cherchell, un mandat d'amener d'un délinquant en délit de fuite a été lancé par les services de la police judiciaire de la wilaya de Tipasa, qui

ont initié une enquête et une investigation ayant permis de procéder à l'arrestation du dénommé N. A., âgé de 34 ans et résidant à Sidi Ghilès.

Les griefs reprochés au délinquant portent sur une fausse déclaration sur son identité et sur la

constitution d'une bande de malfaiteurs, ayant été à l'origine d'agressions, des délits avec violences et voies de faits ayant entraîné des blessures, ainsi que des menaces et tentative d'assassinat, accompagnées de vandalisme et destruction de la propriété d'autrui.

Lors de son arrestation, le délinquant, qui avait déclaré une fausse identité, a été soumis à l'identification par comparaison de ses

empreintes digitales avec la base de données nationale. Cette comparaison a permis de confondre le délinquant sur sa fausse déclaration.

Présenté au procureur de la République, il a été condamné pour fausse déclaration, constitution de bande de malfaiteurs, tentative et menace d'assassinat et a été ensuite mis en détention cellulaire.

Houari Larbi

AÏN-SEFRA

Des ex-engagés de l'ANP (1970-1980) réclament une rente

Des ex-engagés de l'ANP, durant les années 1970 à 1980, ont interpellé le chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, à l'effet de les faire bénéficier d'une rente en guise de récompense aux dures missions effectuées dans les rangs de l'ANP durant ces années.

En effet, une copie de la requête nous est parvenue d'un ex-sergent, en l'occurrence M. Hamane Mohamed de Aïn-Sefra, qui a agi au nom de ses compagnons d'armes.

Ce dernier, à l'instar de ses camarades, a été incorporé dans les rangs de l'ANP en 1972 et a contribué dans des opérations de déminage dans les lignes Challe et Morice.

«Depuis notre démobilisation de l'ANP en 1982 et tous ceux qui ont servi durant cette période l'armée de la nation ne perçoivent aucune rente. Pis encore, certains sont des malades chroniques et d'autres se sont retrouvés sans emploi, sans ressources, malgré les différentes requêtes adressées aux hauts responsables de l'ANP», a déclaré l'ex-sergent.

B. Henine